

STRATEGIES D'AMELIORATION DES INDICATEURS DE GOUVERNANCE EN COTE D'IVOIRE

Commanditaire : SNGRC

2013

RESUME ANALYTIQUE

1. En vue de renforcer les stratégies existantes et de définir de nouvelles politiques visant non seulement à améliorer le niveau de gouvernance, mais aussi à affecter de façon positive et significative l'appréhension faite par les institutions qui évaluent les niveaux de gouvernance dans les pays, le Secrétariat National à la Gouvernance et au Renforcement des Capacités (SNGRC) a initié la présente étude portant sur les Stratégies d'Amélioration des Indicateurs de Gouvernance en Côte d'Ivoire.
2. Cette étude permet de présenter les différents indicateurs de gouvernance pour lesquels la Côte d'Ivoire est notée ou classée et fait l'analyse des performances du pays en comparaison avec la situation moyenne dans les pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest) et de la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest).
3. Il existe une multiplicité d'indicateurs pour lesquels la Côte d'Ivoire est notée ou classée. Ces indicateurs portent sur les domaines de la Démocratie et de la Liberté d'expression, de la Gouvernance politique et de la Gouvernance économique. Vingt indicateurs ont été identifiés dans cette étude.
4. Les différents indicateurs ont des méthodologies diversifiées, allant de calculs de statistiques simples à des estimations économétriques plus complexes.
5. Les notes et classements de la Côte d'Ivoire se trouvent en-dessous des performances moyennes de l'UEMOA et de la CEDEAO dans la quasi-totalité des indicateurs répertoriés.
6. Les mauvaises performances de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la Démocratie, des libertés civiles et dans la Gouvernance politique s'expliquent, de façon générale, par l'instabilité politique récente, le manque d'équité dans les élections, les atteintes aux libertés civiles et aux droits politiques, la dépendance des medias vis-à-vis du politique, l'absence de sécurité et l'instabilité politique, la persistance des inégalités de genre, une mauvaise gestion des processus politiques et une insuffisance de l'Etat de droit.
7. Au niveau de la Gouvernance économique, il est relevé un niveau élevé et généralisé de la corruption, la mauvaise qualité de l'offre de services publics, l'inefficacité et l'inadaptation de la réglementation des marchés ainsi que le manque de capacités du pays à transformer son agriculture et à assurer une sécurité alimentaire à la population ivoirienne.

8. Quoiqu'ayant des scores au-dessus des moyennes UEMOA et CEDEAO dans les domaines de la compétitivité économique et de l'ouverture des marchés internes et externes, la Côte d'Ivoire présente néanmoins des performances assez faibles dans ces domaines. Les problèmes sanitaires, la défaillance du système éducatif, les contraintes de l'environnement macroéconomique et des institutions, le manque d'innovation et de sophistication ainsi que l'inefficacité du marché des biens constituent une entrave à la compétitivité.